

«L'ensemble des projets candidats représentaient deux fois et demie les moyens disponibles».

Paul MAGNETTE

2,5 milliards des fonds Feder et FSE pour dynamiser l'économie wallonne.

La Région choisit ses projets aidés par le Fonds social européen

800 millions pour la Wallonie

Les projets qui émergeront au Fonds social européen pour 2014-2020 sont connus. Ils font la part belle à l'emploi et la formation

• **Martial DUMONT**

Depuis la programmation 2007-2013, les projets wallons et de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui peuvent émerger au Fond Social Européen sont choisis par un groupe d'experts indépendants.

Celui-ci vient de rendre ses choix pour la période de cofinancement européen 2014-2020. Le gouvernement les a ratifiés à 98 %.

«Une sélection très dure des projets a été réalisée car l'ensemble des projets candidats représentaient deux fois et demie les moyens disponibles» explique le ministre président wallon Paul Magnette,

Parmi les 400 projets sélectionnés (qui tournent essentiellement autour de l'emploi et de la formation) pour un montant global de 800 millions d'euros (moitié financés par la Région wallonne, moitié par l'Europe), on retrouve no-

tamment des projets de soutien à l'alphabétisation, à l'enseignement de promotion sociale, des projets de lutte contre le décrochage scolaire dans l'enseignement qualifiant, de lutte contre la pauvreté, mais aussi à la création d'entreprises, d'insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées, etc.

Globalement, tous les projets qui seront financés suivent 4 axes.

1. Entreprises et créativité 84 millions seront consacrés à la formation et l'accompagnement des demandeurs d'emploi wallons mais également à l'autocréation d'emploi et la création d'entreprises.

2. Connaissances et compétences On parle ici clairement de projets liés à la formation pour un montant de 316 millions. Dont le projet «jonction» qui permettra de financer des stages d'enseignants du qualifiant en entreprise mais également des formations dans les Centres de Technologie avancée.

Cet axe de financement permettra aussi de mettre en place le partenariat enseignement-formation qui créera un pont entre le monde de l'apprentissage et celui de l'entreprise.

Une partie des fonds sera éga-

lement consacrée à la réinsertion de jeunes non scolarisables mais qui ont détiennent des compétences utiles. La formation en alternance n'est pas oubliée non plus. Pas plus d'ailleurs que les projets censés aider la transition vers le monde du travail de jeunes issus de l'enseignement spécialisé.

3. Inclure et employer Avec l'axe

«formation, c'est le gros morceau de cette programmation FS : 250 millions y seront consacrés. Ils permettront d'améliorer l'accès aux dispositifs d'insertion, d'accompagner les demandeurs d'emploi dans leurs démarches pour en trouver un (on pense notamment au Forem) ou encore à lutter contre la discrimination homme/femme dans le monde du travail.

4. Objectif «jeunes» 122 millions seront réservés dans les 5 prochaines années pour aider les jeunes de moins de 25 ans à intégrer le marché du travail.

La volonté du gouvernement wallon est également d'augmenter la mise au travail des NEET (not in education, employment or training) à savoir les jeunes qui n'ont ni diplôme, ni travail, ni expérience. ■

Feder : 1,5 milliard de plus en mai

Le Fonds social européen est une aide financière de l'Europe spécifique à toute la politique... sociale. Pour un euro investi par l'Union, la Wallonie doit, elle aussi, investir un euro. Europe et

Région débourseront donc 400 millions chacune sur les 5 ans à venir pour la formation et l'emploi.

Mais ce n'est pas tout. A cela viendra s'ajouter plus de 1,5 milliard (également en cofinancement) du fonds

Feder qui, lui, est plus dédié à l'innovation technologique et le développement économique et industriel. Il est intimement lié au plan Marshall. Les projets élus par la task force seront connus au printemps. **M. Dum.**

2007-2013 : un bilan globalement positif

Avant 2007, la Wallonie était une région dite en « phasing out ». Au clair, terme de la dernière programmation de fonds européens, elle n'était plus censée recevoir l'aide de l'Union. Avec l'arrivée de tous les nouveaux pays, la Wallonie n'était plus considérée comme étant « sinistrée ».

C'est alors que Rudy Demotte, le ministre président de l'époque aidé par plusieurs autres régions d'Europe, a convaincu la Commission de créer une catégorie intermédiaire dans les régions pouvant prétendre à la manne céleste.

La Wallonie devient alors une

« région en transition » qui regroupe toutes celles dont le PIB par habitant est compris entre 75 % et 90 % de la moyenne européenne. Seul le Brabant wallon, allait émerger au rayon « régions plus développées ». Il pouvait aussi accéder aux fonds Feder et FSE, mais à un niveau moindre.

Un bilan positif

À l'heure où se lance la programmation 2014-2020, celle du bilan de la programmation 2007-2013 a sonné.

Et les chiffres sont positifs pour la Wallonie et la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Durant cette période, 450 projets ont été soutenus pour une enveloppe globale de 797 millions (en cofinancement).

148 000 personnes par an ont été formées (soit 900 000 au total environ).

130 millions d'heures de formation professionnelle ont été dispensées et plus de 3 000 autocréations d'emploi ont pu être accompagnées.

Enfin, 75 000 stagiaires ont été remis à l'emploi sur base de leur expérience et de leurs compétences acquises. ■

M. Dum.